

3. *Inscriptions en maternelle dès deux ans : c'est un facteur d'insertion très important. A l'approche des prochaines élections municipales, les investissements en locaux et en personnel d'éducation doivent être au cœur des débats. En organisant une campagne de préinscriptions dès le début d'année nous aiderons au débat et nous aiderons surtout les familles à obtenir satisfaction.*
4. *Santé scolaire : un bilan sur ce sujet s'impose alors que les maladies que nous pensions éradiquées reviennent régulièrement. En septembre 2007, dix sept postes de médecins de plus pour l'Académie de Versailles soit 4.25 par département. Pour combien d'enfants ? Et combien de ces postes, comme ceux des infirmières et des assistantes sociales ne sont pas couverts faute de candidats ?*
5. *La solidarité avec les enfants scolarisés et leurs familles sans papiers ne doit pas faiblir. La traque honteuse des enfants dans les écoles doit cesser. La FCPE du Val d'Oise a pris toute sa place dans ce combat pour la dignité humaine et le respect des droits. Nous en sommes fiers et invitons tous nos conseils locaux à être vigilants, à être actifs. Pas de chaise vide non plus à la prochaine rentrée.*
6. *La note de vie scolaire : ce dispositif discriminatoire qui a fait preuve de son inefficacité pour valoriser l'éducation citoyenne doit être abrogé.*
7. *Les voyages scolaires : ces outils pédagogiques qui permettent l'approfondissement ou le développement intellectuel des enfants sont aussi des éléments de liens sociaux et parfois même une des rares possibilités de départ loin des cités des enfants défavorisés. Leur maintien à des coûts abordables pour toutes les familles est une exigence.*

### Conclusion

*Le travail qui est devant nous est passionnant et mérite tous nos efforts car cela va bien au-delà de l'accompagnement de nos seuls enfants à l'école. Pas à pas, jour après jour nous suivons de près l'évolution de l'école publique et des enseignements qui sont donnés à cette nouvelle génération de citoyens, auteurs et acteurs du 21<sup>ème</sup> siècle. Leur réussite nous demande beaucoup d'investissements, c'est aussi pour cela que nous sommes en droit d'être très exigeants. Et pour mener à bien tout ce que nous entreprenons, tout ce qui nous paraît améliorable, tout ce qui fait l'intérêt général, il nous faut être encore bien plus nombreux.*

*Tant à l'école qu'à la FCPE, tant dans les conseils locaux que dans toutes les instances et commissions départementales.*

*Il ne faut pas craindre de dire que nous voulons développer notre association car la développer c'est au bout du compte transmettre des valeurs et faire corps pour les promouvoir. Créer un conseil local, aider un autre à vivre et à se développer, impulser l'activité d'une coordination ça n'a de sens qu'au regard des enjeux qui sont ceux de l'éducation.*

*Les années 2007 et 2008 seront importantes dans le Val d'Oise au vu des échéances et des contraintes, c'est pourquoi avec tous ceux qui veulent un enseignement public laïc, solidaire et garantissant la réussite de tous les élèves, la FCPE doit y prendre sa place, juste sa place mais toute sa place.*

*d'Oise le plus mauvais élève de la classe académique par ses résultats aux examens. La saignée doit cesser, il est plus que temps de produire du sens, d'inclure dans les paramètres des moyens les difficultés sociales et les résultats obtenus.*

***Et c'est pour ces raisons que nous exigeons l'abrogation de la loi Fillon et du décret De Robien qui est l'une de ses déclinaisons. Et comme ce n'est pas avec les moyens actuels que nous pourrions modifier les conditions d'enseignement, nous exigeons un collectif budgétaire pour le Val d'Oise.***

*Il est temps également de faire le bilan d'étape des objectifs assignés par la Préfecture du Val d'Oise dans le domaine éducatif:*

- 1. Mobiliser tous les services de l'Etat et les partenaires pour que les neuf établissements scolaires (3 collèges, 3 lycées généraux et 3 lycées professionnels) détenant les plus mauvais résultats scolaires aux examens atteignent dans les trois ans la moyenne départementale (écarts actuels de 35 à 45 points entre établissements).*
- 2. Offrir à tous les élèves sortant de Sections d'Enseignement Général et Professionnel Adapté et de 3<sup>ème</sup> d'insertion, une poursuite d'étude diplômante dans les 3 ans.*
- 3. Offrir à tous les enfants porteurs de handicap une intégration scolaire (en système ordinaire, en classe d'intégration spécialisée, en Unité Pédagogique d'Intégration, en établissement spécialisé)*
- 4. Accroître le taux de pratique sportive chez les jeunes et en particulier chez les jeunes filles, pour atteindre la moyenne nationale (par exemple : passer de 11% à 24% dans l'Est du département).*

*Or compte tenu des résultats connus et des coupes sombres menées ces dernières années, nous avons tout lieu de craindre que les objectifs affichés ne soient pas atteints.*

*Cet état des lieux s'impose. Il s'impose pour avancer. C'est pourquoi nous le voulons large, pragmatique et combatif.*

*Nous voulons un partenariat institutionnel et citoyen. Tous ceux qui se sentent concernés par le présent et l'avenir de l'école et de nos enfants, doivent y trouver leur place. Nous voulons que ces Etats Généraux soient l'occasion d'indiquer clairement ce qui va, ce qui ne va pas et ce qu'il faut faire pour y arriver. Et pour cela des initiatives seront à prendre dès notre congrès.*

## **5. Des actions pour 2007/2008**

*Et dès maintenant nous devons nous engager sur les actions les plus urgentes pour l'exercice 2007/2008.*

- 1. La restauration scolaire : quelle est sa réalité dans les écoles élémentaires ? Combien d'enfants en bénéficient ? Comment mieux l'utiliser sur le plan nutritionnel, éducatif et pour l'insertion sociale. La gratuité pour tous n'est elle pas outre son aspect démagogique un élément de discrimination territoriale au profit des villes riches ? Dans les collèges, la question du quotient familial n'est pas réglée. Une majorité peut se dégager au Conseil Général en sa faveur mais c'est l'action de parents, électeurs des prochaines cantonales de faire que cette majorité d'intention passe aux actes. Dans les Lycées cette responsabilité en incombe au Conseil Régional. Il a voté un budget en sa faveur, il a le pouvoir de décision sur le prix des repas, à lui de créer les conditions pour que les établissements le mettent en application.*
- 2. Handicap : après un an et beaucoup de désillusions faisons le point. Quel personnel, quelle formation, quelles qualifications, combien d'enfants dans les écoles ? A l'automne la FCPE d'Ile de France organise un colloque pour débattre et agir. Préparons-le dans nos établissements.*

*Par ailleurs, nous voulons que les structures actuelles Conseils d'Ecole, CA, CDEN, CIAEN retrouvent du sens. Qu'elles soient de véritables lieux de débat, de concertation et de décision. Nous avons avec les autres CDPE du 78, 91 et 92, demandé au Recteur qu'un Conseil Académique de l'Education Nationale soit mis en place sur l'Académie de Versailles et il s'est engagé à mettre en place une structure en ce sens.*

*Car aujourd'hui faute d'un véritable projet novateur pour l'école, faute de moyens à la mesure des ambitions légitimes que nous pouvons porter, l'Education Nationale est en panne de démocratie. Est-ce un hasard ?*

#### **4. Des Etats Généraux pour une Education Nationale à la hauteur dans le Val d'Oise.**

*Tout cela nous conduit à exiger la tenue d'Etats Généraux de l'Education pour le Val d'Oise.*

*Nous avons pour cela engagé des rencontres avec les groupes politiques représentés au Conseil Général. Tous nous ont indiqué qu'ils y étaient favorables. Et la tenue des élections cantonales en 2008 peut créer un contexte encore plus favorable. Une élection n'est-elle pas l'occasion de faire un bilan et un projet ?*

*Alors faisons le point.*

*En 2006, le département du Val-d'Oise accueille près de 250 000 élèves de la maternelle à la Terminale, d'après les chiffres fournis le 27 mars dernier (documents de l'IA), voici le décompte :*

- 133 000 élèves scolarisés dans le premier degré
- 62 000 collégiens scolarisés dans l'un des 105 collèges publics
- 48 000 lycéens scolarisés dans l'un des 47 lycées publics

*A ces chiffres des écoles publiques il faut ajouter 15 000 élèves des collèges et lycées privés.*

*A la rentrée de septembre 2006 il nous était annoncé en primaire 131 340 élèves : 51 795 en préélémentaire, 79 041 en élémentaire et 504 élèves à besoins particuliers. Soit une diminution par rapport à l'année antérieure de 1900 élèves. C'est sur cette base que s'est effectué la répartition des postes et donc des ouvertures et des fermetures. On pouvait aussi constater une baisse supplémentaire des enfants de 2 ans qui représentaient alors 11.8% de la démographie contre 35% au plan national. Depuis, 2660 élèves supplémentaires auront donc été intégrés sans moyens supplémentaires.*

*En collège on nous avait annoncé 59 637 élèves dans les collèges. Et bien sûr on nous a fait remarquer la baisse par rapport aux prévisions qui étaient de 57 636 élèves et la DGH a été calculée en conséquence. Que fait-on des 3000 collégiens en plus ?*

*Dans les lycées on nous a annoncé 31 536 élèves en enseignement général et technologique et 13 380 en CAP/BEP et Professionnel, soit 44 916 ce qui fait une différence de plus de 3000 lycéens.*

*Il semble que si depuis la rentrée, les effectifs ont continué à progresser, par contre il n'en est pas de même, ni pour les moyens attribués, ni pour les prévisions à venir puisque celles-ci sont encore prévues à la baisse pour la rentrée 2007.*

*En fait on constate au fil des années et des paramètres des indications par ci par là assez peu fiables, ce que reconnaissent tant l'Inspection Académique que le Rectorat, mais cela n'empêche pas l'administration ministérielle d'utiliser néanmoins ces indications pour mettre en œuvre ses objectifs de rationalisation qui se retrouvent dans la non inscription des enfants de deux ans (trop coûteux en locaux et personnel), les fusions d'écoles maternelles et élémentaires (économies de postes et de locaux), les réductions d'enseignements, d'options, et tout ce que l'on connaît pour la rentrée 2007.*

*Ce sont l'ensemble de ces mesures que nous contestons car inadaptées aux besoins, spécificités et difficultés du département du Val d'Oise et de ses populations. C'est cette inadéquation qui fait du Val*

*Encore faut-il que tout cela soit maîtrisé et inclus dans un projet éducatif placé sous le contrôle de la communauté éducative. Nombre d'associations, je citerai notamment la Ligue de l'Enseignement, portent ces activités et les font progresser depuis de nombreuses années. Mais aujourd'hui pour les mêmes visées marchandes qui menacent l'école publique, certains voudraient réduire leur action et les offrir davantage encore au secteur commercial. Chaque jour, des contraintes un peu plus précises, font peser de sourdes menaces quant au respect de leur indépendance qui est la source de leur originalité et richesse.*

*Contre ces pressions nous souhaitons développer les partenariats associatifs et nous répétons que nous avons besoin de tous dans l'école et hors l'école pour que chaque enfant trouve sa voie et qu'il soit en réussite.*

### **3. Les parents et l'école.**

*Et si nous avons besoin de tous, nous avons en particulier besoin des parents, de tous les parents. Nous ne nous satisfaisons pas des résultats des élections de parents d'élèves même si la confiance que nous témoignent les parents qui votent nous honore et nous oblige. Certes, avec en voix 35.2% en primaire et 55.25% au secondaire, ils renforcent la première position de la FCPE dans le département et tous les parents qui s'investissent pour cela méritent nos félicitations et le respect de tous.*

*Mais, ils sont encore trop peu de parents à participer aux élections et plus globalement, de façon active, à la vie des établissements scolaires. De ce fait nous ne sommes pas suffisamment nombreux au quotidien à peser sur les choix de fonctionnement, d'investissement, d'orientation et d'éducation dont nos enfants sont l'objet.*

*Qui porte la responsabilité de cela ?*

*Chacun ici le sait bien. Rentrer à l'école est plus facile quand son propre parcours vous y invite. Ses propres difficultés, passées ou présentes, sont déjà un premier handicap que l'on vous fait parfois payer bien au delà du Bac.*

*Il faut ensuite prendre sur soi, prendre sur son temps de travail, sur ses vacances, sur ses loisirs individuels ou familiaux, sur d'autres engagements.*

*Pour tout cela quelle aide reçoit le parent « lambda » ? Rien ou presque.*

*Les élections ne sont pas valorisées nationalement par le Ministère ; il faut souvent se battre avec l'administration scolaire, parfois des enseignants pour obtenir la prise en charge du matériel officiel ; et cette mise en bouche donnera le ton des obstacles qu'il faudra surmonter le reste de l'année pour avoir le droit d'assumer nos responsabilités. Et certains nous disent démissionnaires ?*

*Le décret de l'été dernier en donnant une base légale à notre activité ne règle pas tout loin s'en faut.*

*Les exemples d'obstruction sont multiples. Faudra-t-il aller en justice pour cela ?*

*La question nous est dorénavant posée avec insistance.*

*Et nous maintenons notre exigence d'un véritable statut des parents d'élèves.*

*Mais si nous ne nous satisfaisons pas de notre représentativité actuelle, c'est surtout parce que les parents sont les premiers éducateurs de leur enfant et que tout en partageant cette responsabilité avec d'autres ils continuent de l'assumer tout au long de leur vie.*

*Nous ne voulons pas empiéter sur les responsabilités professionnelles de qui que ce soit. Encore moins nier des compétences durement acquises. Bien au contraire nous soutenons toutes les actions qui vont dans le sens d'une amélioration qualitative (et cela passe souvent par le quantitatif) du processus d'enseignement.*

*Mais n'avons nous pas notre mot à dire quant aux contenus et aux orientations ?*

*Tout doit être discutable. C'est dans un respect mutuel avec les autres membres de la communauté éducative que nous ferons avancer nos principes et structures.*

*La FCPE dans le Val d'Oise s'est placée au premier rang de l'action pour la défense et la promotion de l'école publique. Mais aussi pour l'extension des droits des parents car essentielle à la démocratisation réelle des structures.*

*C'est cela qui nous amène à rejeter les EPEP expérimentés dans certaines académies, ou le Maire se voit confier la Présidence de l'établissement public et où les autorités territoriales (Communes ou communautés d'agglomération) détiendraient la majorité au CA ce qui cantonne les parents au rang de faire valoir. Exclues les DDEN et les associations péri-éducatives.*

chaque bassin d'éducation. Bref exactement l'inverse de qui s'organise aujourd'hui où l'objectif de rationalisation se traduit en réduction, d'enseignements et de perspectives d'avenir.

Et la réalité de l'emploi doit nous inciter à être prudents avec une survalorisation sans contenu. Ainsi au bout de trois ans d'activité les jeunes titulaires d'un CAP/BEP sont 31% à pointer à l'ANPE contre 7% pour ceux titulaires d'un BAC+2.

### **Un service public scolaire ouvert vers l'Europe et le Monde**

Ces questions sont encore plus prégnantes à l'heure de la construction européenne. Car le Val d'Oise comme tout le pays est de plus en plus tributaire des échanges internationaux, de la recherche de synergies, de l'accélération des moyens de communication et de transports. Ce développement doit bénéficier à nos enfants et non les handicaper. Pourtant loin d'une harmonisation tirant l'éducation et la connaissance pour tous vers le haut, c'est avec les accords de Lisbonne à une harmonisation de la sélection que l'on assiste. Ainsi l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne, l'Angleterre, la Belgique, le Danemark et la France en 2005 avec la loi Fillon ont engagé le processus de réformes des systèmes éducatifs nationaux donnant le cadre du socle commun de connaissances.

Ainsi pour répondre aux recommandations de l'OCDE il faudrait disposer de 30 à 40% de main d'œuvre non qualifiée mais devant répondre aux critères d'employabilité. Et de 40 à 50% de main d'œuvre hautement qualifiée. Voilà donc où l'on puise les fondements de l'apprentissage junior, de la réduction de l'enseignement des langues et de la rationalisation des filières.

La question qui nous est posée est celle-ci : comment et à quel niveau établit-on l'équilibre entre un enseignement général ouvert à tous les domaines de la connaissance humaine, aux sciences, aux arts, et les besoins économiques qui orientent les formations professionnelles ?

### **Quelle réussite et pour qui ?**

Chaque parent est en droit de s'interroger, lorsque la FCPE demande la réussite pour tous, est-ce par habitude, est-ce une utopie ou réellement un besoin ?

La réussite est d'abord une réussite humaine qui se double souvent d'une réussite professionnelle. Elle doit donc se construire avec tous les acteurs de l'éducation et ce processus doit permettre à chaque individu de participer et d'être maître de son propre épanouissement. L'école doit donc d'abord être un formidable outil au service de l'humain. Et comme la société dans laquelle nous vivons et a priori nous vivrons, tant qu'il y aura des êtres humains, alors c'est bien en permettant à chaque individu d'être en réussite que la société elle-même réussira. Nous avons besoin de l'apport, de la réussite de chacun pour que notre propre enfant réussisse. C'est pourquoi réussir se conjugue avec solidarité, respect, exigence et progrès.

Il s'agit d'un choix de valeurs que la FCPE a fait siennes depuis longtemps et que nous revendiquons encore pour demain.

Tous les enfants ont droit à cette réussite. Et la Nation a besoin de la réussite de chacun. Bien sûr l'expression de cette réussite sera différente d'un individu à l'autre et cela peut être sa richesse. A condition que cette diversité soit voulue et assumée par ses auteurs, et non forcée. A condition que cette diversité soit épanouissante et non humiliante, frustrante.

C'est pourquoi les filières professionnelles et technologiques ne doivent pas être réservées aux enfants issus de milieux populaires, les milieux aisés ont aussi le droit d'en bénéficier. En sens inverse les filières scientifiques et littéraires doivent retrouver toute leur place dans nos quartiers, dans nos campagnes et ne pas survivre étouffées sous les lambris dorés des belles demeures anciennes.

### **Cette réussite doit se conjuguer dans l'école et hors l'école.**

Nous savons bien que c'est lorsque les enfants peuvent profiter et s'épanouir dans une diversité d'activités socioculturelles, leur permettant de s'ouvrir aux autres, de s'épanouir, de progresser, que leur travail scolaire est en retour plus riche et mieux maîtrisé.

Ce travail scolaire ne doit-il pas aussi se conjuguer avec les activités péri-éducatives ? Bien sûr car tout ne peut s'apprendre à l'école. L'apport de projets associatifs convergents est un plus pour la stimulation des élèves, la diversité des approches et l'acquisition de connaissances nouvelles. Mais il convient aussi de pouvoir critiquer ce qui est proposé, donné ou acheté en supplément de l'école : projets culturels, séjours de toute nature, apprentissages divers et variés, accompagnement scolaire.

*des connaissances larges, variées et des aptitudes à apprendre évolutives. Il est tout aussi important d'apprendre que d'apprendre à apprendre.*

*Alors oui à l'apprentissage des langues en primaire, oui aux ouvertures culturelles, oui à l'enseignement de l'informatique, oui à la philosophie, à la littérature, aux mathématiques. Autant de matières que l'organisation du système éducatif, sous la prédominance des idéologues libéraux, a progressivement sorti de la majorité des établissements publics, réservant ces enseignements aux populations favorisées ayant pu inscrire leurs héritiers dans les grandes écoles du public comme du privé.*

*C'est exactement ce qui est entrain de se passer dans le Val d'Oise avec la construction du Lycée Privé de Louvres, dont les enseignements de pointe seront réservés aux enfants des cadres dirigeants des grands groupes industriels implantés sur le bassin de Roissy. Les autres pourront toujours être orientés vers les métiers de l'hôtellerie si un jour le Lycée Hôtelier de Gonesse sort de terre.*

*C'est aussi ce qu'une disposition de la loi d'août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales (dont le Ministre de tutelle est un certain M. Devedjian) entend obliger les maires à participer financièrement à la scolarisation dans le privé des élèves qui auront choisi d'aller dans une autre commune que celle qu'ils habitent. Ainsi, on mettant son enfant dans le privé on contourne la carte scolaire et on fait payer ses choix à la collectivité publique.*

*Cette disposition là nous en demandons l'abrogation et en attendant nous demandons à tous les maires du Val d'Oise de refuser de s'y soumettre.*

*Car en développant un tel dispositif c'est l'unité de l'Education nationale que l'on veut finir de casser. C'est plus encore mettre en concurrence des établissements qui n'ont pas les mêmes moyens, ni les mêmes obligations. C'est pousser à son terme la logique libérale de la marchandisation de l'éducation. Donnons aux écoles privées les mêmes contraintes de service public, d'accueil de tous les publics qu'aux écoles publiques et nous verrons bien les résultats.*

### ***Des collèges et lycées attractifs pour tous et pour une orientation choisie***

*Donnons à nos collèges de secteur les outils, les enseignements, les enseignants les plus performants (formation, expérience) et nous les rendrons les attractifs pour l'ensemble des populations de nos villes.*

*Au lieu de cela on les prive d'heures d'enseignement, on leur impose les enseignants les plus jeunes et on y entasse les élèves porteurs de toutes les difficultés sociales.*

*Et pour quelques collèges « ambition réussite » auxquels on a donné des moyens une fois encore en deçà des enjeux, combien a-t-on retiré aux autres. Et les lycées « ambition réussite » à venir. Que leur donnera-t-on de tout ce que l'on a dès maintenant supprimé aux autres ?*

*Comment après oser dire que les élèves du Val d'Oise manqueraient d'ambition ? Mais quelles est donc l'ambition de ces établissements labellisés « ambition réussite ». Quelle réussite ?*

*Qu'offre-t-on donc à ces jeunes en matière d'orientation ?*

*L'apprentissage junior dès 14 ans. Son objectif était clair, amener les élèves au plus vite vers l'entreprise, souplesse, flexibilité, pas de syndicalisme, et pas cher. Que des atouts. Seulement voilà, cette disposition est non seulement aux antipodes de la société humaine que nous voulons pour nos enfants, elle est aussi un non sens économique. Sauf à penser que les entreprises, qui aujourd'hui délocalisent en Chine et demain peut-être en Afrique, accepteraient de revenir en France si nous leur offrions une main d'œuvre très, très bon marché. Aujourd'hui les entreprises n'en veulent pas car ce dont elles ont besoin c'est d'employés qualifiés et capables de s'adapter à l'évolution des métiers. Et voilà comment les cadors de l'économie libérale se prennent les pieds dans les cadeaux qu'ils veulent faire au MEDEF. Mais au-delà de cette caricature ne nous y trompons pas l'apprentissage est un vrai défi lancé au service public d'éducation mis en concurrence déloyale avec les entreprises du privé. Ainsi au travers de ce qui est proposé aux jeunes de la 3<sup>ème</sup> aux filières d'ingénieurs, c'est la valeur des diplômes, leur reconnaissance, et donc les capacités à évoluer dans une carrière professionnelle très évolutive qui est en jeu. L'apprentissage doit être plus valorisé et le contenu de cette formation rehaussé, mais tel que cette action est menée et impulsée par le gouvernement sous l'emprise des grands groupes industriels, le risque est grand de l'utiliser comme un cheval de Troie pour casser les formations existantes dans le service public.*

*Dans le Val d'Oise ce dont nous avons besoin c'est de davantage de places dans les établissements, de plus de filières de pointe dans tous les secteurs de l'activité humaine, de plus d'établissements dans*

## ***Une école pour appréhender les enjeux***

*Face aux difficultés sociales des années 80 qui avec la désindustrialisation massive, l'explosion du chômage de masse et la pauvreté galopante avaient réduit les cités populaires à des ghettos d'où il convenait de fuir au plus vite, on inventa les ZEP et la carte scolaire. Cependant, la sous-estimation des besoins dus à la gravité de la crise sociale et économique, ne pouvait permettre d'en obtenir les résultats escomptés.*

*Aujourd'hui, et depuis les années 90, les difficultés sociales continuent de croître et de s'élargir. L'extension des phénomènes de pauvreté, la précarité érigée en système, ont des conséquences terribles sur les projets de vie des familles, de toutes les familles.*

*Ainsi pour ce million d'enfants qui en France en 2004, selon une étude du CERC, vivait en dessous du seuil de pauvreté, quel avenir ?*

*Car selon ce rapport déjà ancien mais toujours d'actualité : « facteur particulièrement lourd de difficultés futures, l'échec scolaire touche particulièrement les enfants des familles à bas revenu. Cette situation est enregistrée dès l'entrée à l'école. Elle tend à s'aggraver au cours de la scolarité ».*

*L'école ne peut à elle seule résoudre les inégalités sociales auxquelles elle est confrontée. Pourtant malgré des conditions rendues objectivement plus difficiles par le nombre d'élèves accueillis et le contexte économique et social, l'école obtient des résultats remarquables.*

*Certes ils ne sont pas à la hauteur de nos espérances, ni des enjeux du moment, mais pourtant ils n'ont rien de comparable avec les résultats des périodes que l'on nous décrit comme le paradigme de l'école publique.*

*On ne s'étend pas sur les chiffres car ils sont consultables par tous, et ils ne doivent surtout pas nous faire oublier les 8% d'élèves exclus, laissés pour compte qui pèsent lourdement sur les progrès de l'ensemble.*

*Oui les enjeux d'hier ne sont pas moins importants que ceux d'aujourd'hui et les élèves sont tout aussi méritants. Mais dire cela c'est reconnaître que les élèves de 2007 doivent recevoir l'enseignement qui correspond à la société de 2007 et aux enjeux des dizaines d'années de travail qui sont devant eux. Les faire revenir aux seuls « lire, écrire et compter » ce serait leur refuser l'entrée dans le monde moderne et freiner leur avenir. L'enseignement aujourd'hui ne peut plus se limiter à cela aussi important que cela soit.*

*A chaque période ses enjeux et les nôtres sont suffisamment essentiels pour que l'on investisse tout le capital nécessaire pour les atteindre.*

### ***L'école maternelle.***

*Cela doit donc démarrer dès la maternelle. Cette école est reconnue universellement comme un des points forts de notre système éducatif. Cet atout nous devons non seulement le préserver mais encore plus le développer. Tout d'abord en refusant tout ce qui pourrait en compromettre la spécificité. Ainsi nous disons clairement, attention aux fusions d'écoles dont le seul critère avancé est la rationalisation des moyens. En noyant l'école maternelle dans l'école élémentaire sans donner à la première les moyens de développer ses contenus spécifiques, sans lui reconnaître son rôle fondamental dans l'apprentissage, on prend le risque de faire glisser le curseur des attentes et des exigences de résultats vers les âges supérieurs ou la pression sociale augmente.*

*Ce qu'il faut c'est comme l'ont proposé plusieurs candidats à l'élection présidentielle rendre la scolarité obligatoire dès trois ans et la rendre accessible dès deux ans à toutes les familles qui le souhaitent.*

*Hors de question donc, d'accepter les fermetures d'écoles à Argenteuil ou ailleurs. Hors de question également, de voir des milliers d'enfants de deux ans à qui l'on refuse leur place faute de moyens, d'équipements, de volonté politique. A chaque étape du développement de l'individu les moyens, les espaces et les formations des enseignants qui s'imposent. A l'Etat de jouer son rôle de régulateur et de créer les mécanismes de la solidarité et de la cohésion nationale.*

### ***Des fondamentaux larges et ambitieux***

*Cette école doit se poursuivre par la mise en œuvre d'enseignements fondamentaux ambitieux, brassant non pas seulement les savoirs lire, écrire et compter auxquels Ferry, Fillon et De Robien voudraient limiter nos enfants. Non les métiers d'aujourd'hui et plus encore ceux de demain exigent*

## ***Egalité entre territoires, égalité dans les territoires.***

*Les inégalités sont entre territoires, elles sont également dans les territoires eux mêmes et y compris à l'intérieur même des villes.*

*Mal accompagnée par l'Etat, la décentralisation a permis une amélioration notable des conditions d'étude dans les collèges et les lycées, mais n'a pas pour autant permis de compenser les inégalités criantes entre territoires, entre collectivités territoriales. Aujourd'hui sans une véritable péréquation entre l'ensemble des collectivités, sans l'engagement fort d'un Etat se donnant les moyens financiers de sa politique, ces inégalités ne feront que s'accroître.*

*Et le développement inégal des grands pôles économiques tels que le bassin de Roissy, risque fort de ne pas bénéficier à nos enfants comme déjà il ne bénéficie qu'à la marge à leurs parents.*

*Politique de la ville, actions péri-éducatives, collèges ambition réussite, etc. Combien de millions auront été investis pour faire face aux inégalités, chaque jour, un peu plus fortes. Inégalités que le désengagement de l'Etat sur ses propres missions de solidarité nationale continue de produire.*

*La crise des banlieues a-t-elle été un révélateur du malaise ?*

*Mais quelle banlieue et quel malaise. A Neuilly et Marne la Coquette tout va bien, merci pour eux.*

*Le malaise s'il est urbain est aussi essentiellement celui d'une jeunesse qui doute de son avenir, une jeunesse qui rame de stage en stage, d'insertion en insertion, d'une jeunesse dont le parcours se nomme SEGPA, 3<sup>ème</sup> d'insertion, manque de place d'affectation, CIO, redoublement, CFA sans employeur, exclusion, petits boulots, Missions locales, ANPE... précarité de CDD en CNE.*

*Vous le savez-bien quand on cite ces cas, on nous dit « marginal », « exceptions ». Bien sûr ce ne sont « que quelques milliers » de nos jeunes qui sortent ainsi tous les ans de nos institutions scolaires sans trouver de place dans la suivante. Chacun le sait, tous les clignotants sociaux ou de l'ordre public s'agitent mais quid de la réponse.*

*Pour le sociologue Jean-Yves Rochex : « les élèves des milieux populaires ne posent pas des problèmes à l'école, ils posent justement le problème de l'école ».*

*C'est dire que ce qui doit être revisité, c'est justement le sens et la place de l'école publique dans une société laïque moderne, aux ambitions précisées et renouvelées par des valeurs fortes de solidarité, d'égalité et de justice. C'est cette école là qui doit conduire tous les élèves vers la réussite éducative et l'épanouissement social auxquels ils ont droit.*

## **2. De la maternelle à l'université, quelle école publique voulons-nous ?**

*Tout d'abord quel constat faisons nous de cette école en crise que beaucoup se plaisent à noircir encore davantage pour mieux en porter le deuil.*

*Soyons clairs, des critiques quant au fonctionnement des établissements scolaires nous en avons et n'en faisons pas l'économie. Des critiques quant au manque d'ambition de l'Ecole publique, enjeu de la nation, nous en faisons même notre pain quotidien. Les dysfonctionnements sont multiples, les errances, incohérences et manques en tous genres font florès. Nous pourrions passer des journées et des semaines à nous raconter les anecdotes, humiliations, étonnements et autres incongruités que la vie scolaire nous réserve. Cette école il ne faut pas l'améliorer il faut la transformer en profondeur, et pour mieux la transformer il faut éviter de la caricaturer. Car cette école fut d'abord un formidable levier pour accompagner l'essor et l'émancipation des couches les plus populaires et aller vers l'émergence des principes d'égalité et de droit. Cette école c'est d'abord celle qui est passée d'un enseignement certes laïc, mais ouvert aux seuls enfants des couches favorisées (à l'exception de quelques boursiers), à l'ouverture dans les années soixante de l'enseignement secondaire à tous (avec sélection à l'entrée quand même). Cette école c'est celle qui dans les années soixante dix a osé la démocratisation en instituant l'école unique du CP à la 5<sup>ème</sup>. Quel formidable outil pour agir sur le brassage et la mixité sociale tant recherchés aujourd'hui.*

*C'est sans doute l'une des principales raisons du manque d'attractivité du département et sans doute du départ d'une grande partie de sa population qui va travailler à plus de 51% hors du Val d'Oise alors que seulement 39% de non Val d'Oisiens viennent y travailler.*

*Ces carences se retrouvent dans les difficultés sociales que traverse la population du département et qui s'illustrent notamment par le nombre important de demandeurs de logement en souffrance qui est de 25.000 en 2005 et des difficultés sociales comparables aux autres départements de l'Ile de France. Tout cela a évidemment de fortes incidences sur la scolarité, sur le poids des enjeux que l'on fait peser sur l'école, sur l'orientation et les ambitions éducatives au cœur de bien des débats.*

*C'est sans doute aussi parce que le Val d'Oise est le département le plus jeune de France qu'il aura été particulièrement en vue en 2006. Car cette année aura été marquée dans le Val d'Oise par les luttes importantes menées par les jeunes eux-mêmes pour que la précarité ne devienne pas le passage institutionnel obligé des générations à venir. Leurs luttes contre le CPE, que les parents ont soutenu activement, étaient salutaires pour toutes les générations, et nous voyons bien qu'avec le CPE et son cousin le CNE c'est l'ensemble de la famille des actifs salariés qui était visée. Ainsi la précarité tout au long de la vie devait être mise en œuvre. Et pourtant nous voyons bien encore aujourd'hui les dégâts causés aux études pour nombre de jeunes obligés de travailler pour assumer leurs loisirs, mais aussi tout simplement vivre et parfois faire vivre leur famille. Non, nous ne « misérabilisons » pas. C'est un constat, très officiel quoique à approfondir, issu de la commission départementale de lutte contre l'absentéisme qui alerte sur le nombre croissant de lycéennes et lycéens, obligés de travailler, dix, vingt, trente heures par semaine, le soir, le dimanche et en semaine. La réalité, ce sont aussi des transports encore trop chers pour certains, des fonds sociaux en baisse, des livres et du matériel scolaire exclus de la gratuité. Comment dans ces conditions ne pas sécher ? Comment suivre ses cours, se concentrer sur ses études ? Quelles réponses à tout cela ? Il faut saluer le travail de tous ceux qui dans l'école et à ses côtés, écoutent, comprennent, orientent et tentent d'apporter des remèdes humains à ces inepties. Mais il faut aussi faire face et éviter l'escalade de l'arbitraire qui pousse certains à demander la suspension des allocations familiales, des amendes et l'exclusion quand vraiment les parents ne joueraient pas le jeu.*

*Alors résolument oui, la victoire de la jeunesse contre le CPE, doit rester l'arc de voute de notre action pour que la précarité sociale érigée en système n'emporte pas avec elle toutes les perspectives d'épanouissement, toutes les ambitions de vie meilleure qui font que nous encourageons nos enfants à pousser leurs études.*

### ***L'Etat, garant de la cohésion nationale, doit prendre toute sa place dans l'enseignement public.***

*Un autre enjeu du département c'est bien la question de l'égalité de traitement de tous les enfants répartis sur tout le territoire du Val d'Oise.*

*Aujourd'hui nous constatons jour après jour que c'est le concept même d'Education Nationale qui est mis en cause. Regardez la carte du département. Regardez les lieux d'implantation des écoles maternelles, des écoles élémentaires, des collèges et des lycées. Regardez enfin où sont concentrés les établissements universitaires. Tout ceci nous donne une première idée de ce qui reste à faire pour que chaque famille, chaque enfant soit traité à la même enseigne. Mais avec les actions que nous menons actuellement dans le secondaire (et nous voulons en profiter pour saluer au nom du CA départemental tous les parents d'élèves qui se sont mobilisés ces derniers mois et continuent de le faire), pour que les études de tous les jeunes Val d'Oisiens, ne soient pas amputées à la rentrée 2007 ; avec ces actions nous voyons bien comment les choix d'orientation, le choix des filières est en train d'être organisé de façon profondément inégalitaire. Bien sûr s'il n'y avait pas d'inégalités sociales, d'inégalités d'infrastructures, d'inégalités culturelles, d'inégalités d'implantations d'entreprises, alors on pourrait peut-être comprendre la réorganisation des moyens d'enseignement que l'on veut nous imposer. Mais ce n'est pas le cas. Le Val d'Oise département semi-rural et semi-urbain, département jeune par ses structures et ramifications, et aussi par son économie subit profondément les mutations industrielles et les délocalisations. Il doit être fortement accompagné et soutenu pour que sa croissance soit cohérente et non source d'inégalités. L'agriculture (avec 43% d'exploitants en moins dans les années 90) se meurt et des territoires entiers du Vexin, du nord du Pays de France et du nord de la Plaine de France, manquent d'infrastructures.*



**40<sup>ème</sup> Congrès Départemental**

## ***Rapport Moral 2006-2007***

*Cette année est celle des grands choix pour l'avenir de notre pays, qu'en sera-t-il de la place de l'éducation ? Quelle place pour l'école publique, dans cette société qui n'en finit pas de déconstruire ce que les générations précédentes n'avaient pas encore pu finir de construire?*

*A ces deux questions chacun de nous aura donné et donnera dans les prochaines semaines la meilleure réponse possible, celle de son intime conviction.*

*Cette réponse puisera certainement ses arguments, dans l'expérience de ces dernières années où la FCPE, et plus particulièrement notre association départementale, se sont fortement engagées contre la casse de l'école publique, la marchandisation du secteur éducatif, la libéralisation au pas cadencé préconisée par la loi Fillon, et qu'a poursuivie avec les relents passésistes que l'on sait le bourgmestre d'Amiens.*

*Mais il n'est pas besoin de partir très loin pour comprendre à quels enjeux l'éducation et l'enseignement apportent leur contribution.*

*Regardons notre département.*

### **1. Le Val d'Oise est un département jeune.**

*Jeune par sa date de naissance, jeune surtout par sa population.*

*Avec près de 1.140.000 habitants, si le Val d'Oise est le département le moins peuplé de l'Ile de France, il est aussi l'un de ceux qui voit le plus croître sa population, le taux de croissance y est supérieur à celui de l'Ile de France et à celui de la nation. Nous sommes de fait le département le plus jeune de France avec 30% de la population ayant moins de 20 ans. Mais contrairement aux années précédentes où l'accroissement de la population Val d'Oisienne était aussi lié aux flux de populations, notre croissance résulte aujourd'hui du solde positif des naissances et des décès.*

*Ainsi, si nous continuons de bénéficier de la présence d'une population étrangère de près de 11% de la population totale (contre 19% à la Seine Saint-Denis et 15% à Paris), cette population est en diminution constante. Sa croissance n'était plus que de 0,3 en 1999 dans le Val d'Oise et négative dans tout le reste de l'Ile de France.*

*A noter également que la mobilité de la population Val d'Oisienne est inférieure à celle de l'ensemble de l'Ile de France. On vient peu de l'étranger, on vient peu de province, on déménage surtout à l'intérieur du département et en provenance des autres départements de l'Ile de France.*

*Comme sur l'ensemble du pays, la population du département vieillit. Toutefois, elle vieillit moins que dans le reste de l'Ile de France, et ce grâce à une population jeune toujours importante. Ainsi si les moins de 25 ans ont diminué de 0,38% en Ile de France, cette diminution n'est que de 0,11% dans le 95. Les 0-9ans sont près de 4/10èmes, les 10-19ans également, et donc le reste entre 20-24ans.*

*Ces chiffres sont importants pour rentrer dans le débat sur la diminution des effectifs qui nous imposerait autant et plus de diminutions de moyens. Ils ne disent pas tout cependant.*

*Car si le Val d'Oise se situe dans la région de France la plus dynamique sur le plan de l'emploi, elle ne bénéficie pas autant que d'autres départements du renouvellement de son économie et donc de l'emploi. Ainsi et sans rentrer dans les statistiques du chômage dont vous connaissez la fiabilité, il apparaît que le Val d'Oise a un taux d'inactifs en 2005 supérieur au taux national et au taux régional. La baisse continue de l'activité industrielle n'est pas suffisamment compensée par l'offre d'emplois dans le tertiaire qui regroupe pourtant 88% des offres de l'ANPE contre 5% pour l'industrie.*